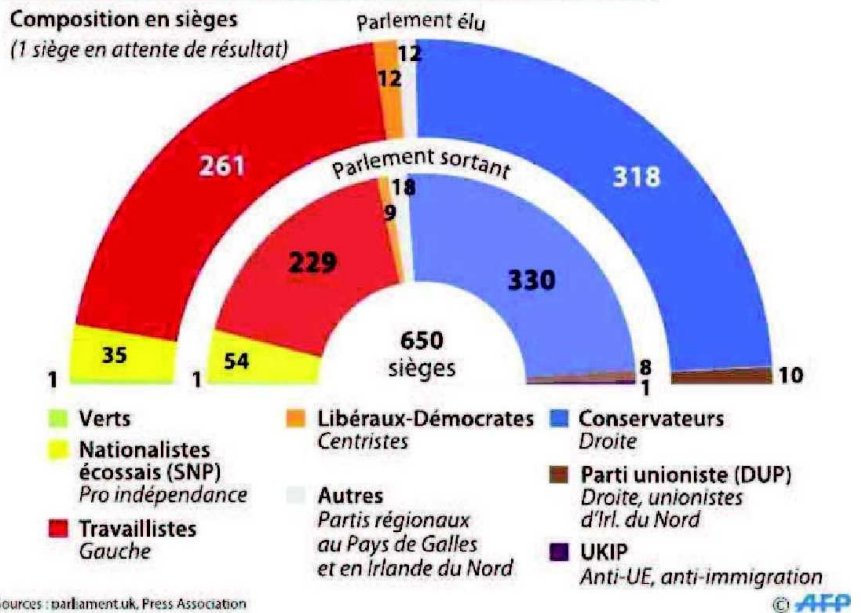


Theresa May fragilisée face aux Britanniques et aux Européens

LE NOUVEAU PARLEMENT BRITANNIQUE



- L'échec de Theresa May est cuisant. La Première ministre jouera sa survie politique dans les prochains mois.
- L'Union européenne rappelle, pour sa part, son souhait d'ouvrir au plus vite les négociations du Brexit.
- Les nationalistes écossais sont les autres grands perdants du scrutin.

Tristan de Bourbon
Correspondant à Londres

Theresa May a perdu son pari. La chef du parti conservateur avait initié une élection anticipée pour renforcer son emprise sur son parti et sur la politique nationale : un mois et demi plus tard, elle n'a plus de majorité à la Chambre des Communes.

Un partenariat compliqué

Les Tories restent la première formation politique du pays avec 318 députés, soit douze de moins que lors de l'élection précédente. Mais ils devront s'associer au Parti démocrate unioniste (DUP) nord-irlandais pour dépasser la barrière des 322 sièges nécessaires pour gouverner. "Le pays a plus que jamais besoin de certitudes [...] et il est certain que seul le Parti unioniste et conservateur a la légitimité et la possibilité de l'apporter", a-t-elle expliqué sur le parvis de sa résidence du 10 Downing Street.

L'utilisation exceptionnelle du nom officiel de son propre parti montre bien la volonté de la Première ministre de cajoler le DUP, dont elle a désespérément besoin pour gouverner. Les deux partis ne formeront pas de coalition à proprement parler; le DUP soutiendra les conservateurs au coup par coup lors des votes parlementaires. Theresa May a expliqué que les deux "amis et alliés [...] entretiennent une relation forte depuis de nombreuses années". Leur entente lors des négociations sur le Brexit s'annonce pour-

tant compliquée. Très eurosceptiques, les unionistes favorisent la mise en place d'une frontière physique entre les deux Irlande, qui enterrerait la possibilité d'une réunification de l'île, leur objectif historique.

A l'inverse, Londres désire le maintien d'une frontière invisible, qui favorise les échanges commerciaux et humains entre les deux voisins.

Un Brexit compliqué

Plus généralement, les négociations sur le Brexit pourraient être affectées par ce résultat. Avant l'élection, Theresa May avait expliqué que "chaque vote pour les conservateurs me rendra plus forte lorsque je négocierai à Bruxelles avec les premiers ministres, présidents et chanceliers de l'UE". Cette déclaration était totalement futile car le négociateur européen en chef, Michel Barnier, "ne prend pas en considération sa majorité aux Communes lorsqu'ils négocieront", a commenté Peter Catterall, professeur de sciences politiques à l'université de Westminster. Par cette déclaration, elle a néanmoins ouvert la boîte de Pandore. L'ancien chef du parti travailliste, Ed Miliband, n'a pas hésité à s'y engouffrer, commentant sur Twitter: "Nous savons que Theresa May ne peut négocier le Brexit au nom du Royaume-Uni car elle a dit que perdre sa majorité détruirait son autorité - et c'est le cas."

Les travaillistes ont récupéré 40 % des voix pour la première fois depuis la victoire de Tony Blair en 2001

savons que Theresa May ne peut négocier le Brexit au nom du Royaume-Uni car elle a dit que perdre sa majorité détruirait son autorité - et c'est le cas."

Une autorité interne annihilée

Au cours des prochains mois, Theresa May risque d'avoir du mal à ne pas regarder derrière son

épaule si un des siens ne vient pas la poignarder. Son parti a recueilli 42,4 % des voix, un score plus atteint depuis la victoire de Margaret Thatcher en 1983. C'est pourtant une grosse déception pour ceux qui se souviennent qu'il planait il y a encore trois semaines aux alentours de 48 % d'intentions de vote. Certains députés conservateurs regardent ainsi déjà vers l'avenir. L'ancienne ministre de l'Éducation Nicky Morgan, écartée par la Première ministre en juillet dernier, estime ainsi qu'"elle devrait rester pour le moment mais je ne pense pas qu'elle mènera le parti lors d'une autre élection. A un moment, que cela prenne des semaines ou des mois, nous devons nous pencher sur la question de la direction du parti". Le silence du ministre des Affaires étrangères Boris Johnson est par ailleurs très suspect, surtout de la part d'un homme politique très ambitieux et habituellement très bavard. Il a pourtant gardé sa place dans le nouveau gouvernement conservateur, dont l'intégralité sera annoncée ce samedi.

Jeremy Corbyn, faiseur de miracles

Plus tôt dans la journée, le chef du parti travailliste, Jeremy Corbyn, avait tenté de la pousser à la démission. "La Première ministre a initié cette élection parce qu'elle voulait un mandat. Le mandat qu'elle a obtenu est la perte de sièges conservateurs, de votes, du soutien et de la confiance. Ce serait d'après moi suffisant pour quitter son poste." La performance du député londonien s'avère exceptionnelle. Les travaillistes ont récupéré 40 % des voix pour la première fois depuis la victoire de Tony Blair en 2001. Et jamais depuis Clement Atlee en 1945 ils n'avaient enregistré une telle croissance (+9,6 % par rapport à mai 2015).

“Corbyn a prouvé qu’il pouvait être plus stable et solide que May”

L'échec de Theresa May, la montée en puissance de Jeremy Corbyn, le poids des jeunes et des électeurs Ukip : Peter Catterall, professeur de sciences politiques à l'université de Westminster, décrypte cette élection du 8 juin.

Comment Theresa May a-t-elle pu perdre des sièges après avoir plané dans les sondages pendant des mois ?

Elle a fait preuve d'arrogance. Tout d'abord, elle a concentré tout le début de la campagne sur sa propre personne, sur sa stabilité et sa solidité. Ensuite, elle a pris des mesures qui lui ont aliéné de nombreux électeurs, comme le paiement des frais de santé pour les personnes âgées en fin de vie, ou ont mobilisé d'autres contre elle, comme la fin des repas gratuits dans les écoles.

Quels éléments ont motivé une telle progression du parti travailliste ?

Le tournant de cette campagne a été la fuite du programme travailliste dans la presse. Elle a obligé tout le monde à se détourner de l'opposition entre Theresa May et Jeremy Corbyn pour parler de mesures politiques, et en particulier des idées mises en avant par le Labour. Deux arguments se sont opposés : voulez-vous d'un parti conservateur qui veut écraser l'Etat providence ou mettez-vous la priorité sur la sécurité et la lutte contre le terrorisme ?

Comment Jeremy Corbyn a-t-il pu “se révéler” en aussi peu de temps ?

Il a appris qu'être le chef de l'opposition signifiait s'opposer au gouvernement, pas diriger un mouvement politique comme il l'avait fait initialement.

Il a aussi prouvé que si on lui accordait la visibilité voulue, ce qui n'avait pas été le cas depuis deux ans, il pouvait se montrer plus stable et solide que Theresa May. C'est d'autant plus remarquable que les conservateurs étaient soutenus par la quasi-totalité de la presse et disposaient de moyens financiers énormes. En face, les travaillistes ont dû bricoler une campagne, notamment sur les médias sociaux, qui s'est finalement révélée être une réussite.

Ils ont notamment encouragé les jeunes à voter en masse avec leur mesure sur la gratuité de l'université. C'est une leçon pour les politiciens britanniques : ils savent désormais qu'il n'est plus possible de prendre les jeunes de haut en se disant qu'ils n'iront pas voter contre vous.

Pourquoi les anciens électeurs Ukip n'ont-ils pas choisi de rejoindre massivement les conservateurs ?

Nombre d'entre eux sont d'anciens élec-

teurs travaillistes dégoûtés par la politique centriste du Labour des années 2000 à 2015.

Sûrement à leur propre surprise, ils se sont rendu compte que Corbyn n'était pas le citoyen élitiste qu'on leur avait dépeint et qu'il avait des choses à dire sur des problématiques qui les concernent directement, comme le système de santé, l'éducation et les retraites.

Theresa May a annoncé qu'elle dirigerait le pays avec les unionistes irlandais. Sa position est-elle solide ?

Son annonce, très tôt, qu'elle resterait en poste était un message aux collègues de son parti. Il reste à savoir qui sera le premier à la poignarder. Pour le moment, elle n'a pas d'adversaire crédible mais cela arrivera, si ce n'est pas demain, dans les mois à venir. Concrètement, elle a initié cette élection anticipée pour accroître sa majorité et ainsi limiter l'influence des radicaux de son parti favorables à un Brexit dur. Elle y est parvenue en obtenant la perte de certains d'entre eux mais se retrouve désormais liée au Parti démocrate unioniste (DUP), qui est peut-être même encore plus extrémiste du point de vue du Brexit. S'ils devaient s'entendre sur la plupart des questions puisque le DUP soutient régulièrement le parti conservateur, ce sera plus compliqué dès qu'il faudra aborder la question du Brexit. Cela nous promet des mois intéressants.

Propos recueillis par TDB

“Pour le moment, M^{me} May n'a pas d'adversaire crédible mais cela arrivera, si ce n'est pas demain, dans les mois à venir.”

Peter Catterall

Professeur de sciences politiques à l'université de Westminster.